DECISION MUNICIPALE N°ADS_2024_027
Accordant une déclaration préalable
Délivrée par le Maire au nom de la Commune

DESCRIPTION DE LA DECLARATION		référence dossier :
Déposée le 16/04/2024 *Récépissé affiché le 16/04/2024*	*Complet le* 16/04/2024	**N° DP08934524W0022**
Par: *Demeurant à :* *Représenté par :* *Pour :* *Sur un terrain sis :*	SARL LDEC 15 Route de la Brumance 89570 Turny Réfection charpente et toiture suite à un incendie 05 Rue Jules Lancôme 89600 Saint-Florentin	**Surface créée : 0 m²**

Monsieur le Maire de SAINT-FLORENTIN,

Vu la déclaration préalable susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 422-1 et suivants, R 422-1 et suivants,
Vu le Plan local d'urbanisme approuvé le 12.12.2008 et notamment les prescriptions de la zone UA1: coeur historique de Saint-Florentin,
Vu l'avis favorable assorties de prescriptions de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 13/05/2024 ;

ARRETE

Article 1 :

La déclaration préalable est accordée pour les travaux visés ci-dessus sous réserve de respecter l'article 2.

Article 2 :

Réaliser une couverture en tuiles à emboîtement, à doubles côtes ou losangées, comptant 13 à 16 unités au mètre carré, d'aspect terre cuite et de teinte rouge nuancé.
Poser une porte de modèle traditionnel en bois, sans demi-lune ou autre motif fantaisiste.
Elle pourra être composée par une partie haute vitrée, accompagnée ou non d'une grille de défense.
Sa teinte sera choisie dans le nuancier de la Ville de Saint-Florentin.

SAINT FLORENTIN, le 14 mai 2024
Le Maire,
Yves DELOT

Tout projet est soumis à la taxe d'aménagement et à la redevance archéologique préventive.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations *contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **DUREE DE VALIDITE :** Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de deux ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE :** Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier, dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.